

Une trentaine de milliards d'investissements nécessaires pour l'objectif climatique 2030

Belga

La Fédération des entreprises de Belgique (FEB) estime qu'il est possible d'atteindre les objectifs énergétiques et de réduction des gaz à effet de serre fixés pour 2030, mais "*le chemin sera particulièrement ardu*", a-t-elle lancé mercredi, à l'appui d'une étude effectuée par le Boston Consulting Group (BCG). Des "*investissements considérables et une politique à long terme seront indispensables*" pour y parvenir, a-t-elle affirmé.

Newsletter info

Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

[OK Ne plus afficher ×](#)

D'ici 2030, la Belgique doit diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 35% par rapport à 2005 dans les secteurs dits non ETS, à savoir les bâtiments, le transport, l'agriculture, les déchets, etc.

Les secteurs non ETS n'ont toutefois réalisé que très peu de progrès au cours des dernières années, et pour atteindre l'objectif de 35% une réduction supplémentaire de 24 millions de tonnes de CO2 est nécessaire, souligne le Boston Consulting Group.

Selon l'étude commanditée par la FEB, tous secteurs confondus, y compris celui de l'industrie soumise à l'ETS (le système d'échange de quotas d'émission de l'UE), la Belgique pourrait réduire ses émissions de CO2 de 36 millions de tonnes d'ici 2030.

"*A politique inchangée, il y aura déjà une réduction spontanée de 12 millions de tonnes de CO2*", souligne le rapport. La réduction additionnelle de 24 millions de tonnes requiert cependant des "*leviers incertains*" et des investissements considérables.

Un défi énorme selon la FEB

Parmi les pistes envisagées, le BCG cite une utilisation plus intensive de la biomasse et du gaz naturel, le stockage et le recyclage du CO2, le verdissement accéléré du parc automobile grâce aux véhicules électriques, la rénovation énergétique accélérée des bâtiments ou encore l'application de mesures de moindre envergure comme l'utilisation d'appareils ayant un meilleur rendement énergétique.

Leur mise en œuvre nécessiterait des investissements compris entre 25 et 35 milliards d'euros, soit un peu moins d'1% du PIB sur base annuelle. Les besoins d'investissements seraient les plus élevés dans le secteur des bâtiments (de 12 à 18 milliards).

Pour la FEB, "*il n'est pas exagéré de dire que la Belgique fait face à un défi énorme*". L'étude montre que d'importantes mesures seront nécessaires pour atteindre l'objectif fixé pour 2030. "*Il est dès lors essentiel de relever le niveau de la politique climatique belge, en commençant par l'amélioration du projet de Plan National Énergie-Climat, à ce jour insuffisamment cohérent, étayé et concret*", plaide la fédération, qui représente plus de 50.000 entreprises en Belgique.

La FEB souligne par ailleurs "*la nécessité d'une politique stable à long terme, opérant des choix mûrement réfléchis*". Pour elle, vouloir rehausser l'objectif de réduction des gaz à effet de serre au delà de 35%, comme suggéré récemment, "*n'est pas réaliste*".

>>> **Retrouvez l'interview avec Dominique Delhalle dans Soir Première (6'25):**